

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19317 - 75ÈME ANNÉE

Le PCR réagit à l'alerte de la Production locale réunie

« Va-t-on vers la fermeture des usines sucrières ? »



Suite à la conférence de presse de la Production locale réunie, le PCR a publié un communiqué mettant l'accent sur la confirmation des menaces pesant sur la filière canne, et appelant à la tenue d'une Conférence territoriale afin de mettre tous les problèmes sur la table et avancer dans la recherche de solutions globales.

ADIR, ARIBEV-ARIV, ARIC, ARIFEL, ARIPA, Avi-Pôle Réunion, Chambre d'agriculture de La Réunion, CFS, CPCS, CPLR, CPPR, FRCA,

SICALAIT, SICAREVIA, Syndicat du Sucre et Urcoopa ont tenu une conférence de presse conjointe pour exprimer leurs inquiétudes.

En effet, ils craignent que le gouvernement veuille remettre en cause les aides qu'ils perçoivent au titre de la spécificité. Le plus virulent a été le représentant de Téreos. Pour lui, si l'Etat ne verse pas les 38 millions d'aides prévues par la convention canne 2017-2021, ce sera la fermeture des 2 usines qui lui appartiennent. D'après ce dernier, il n'y a plus personne à Paris pour les entendre. L'ouverture

de la coupe est déjà compromise.

Ce tir groupé du monde agro-alimentaire illustre les analyses du PCR, exprimées à maintes occasions. Nous sommes arrivés au bout d'un système qui s'effiloche. D'où la demande pressante de tenir une Conférence Territoriale élargie pour mettre tout le monde autour de la table. A écouter ces intervenants, il est très urgent d'agir.

Fait au Port, ce mercredi 26 juin
Le Bureau de presse

Inquiétude générale et des milliers d'emplois menacés en raison de la politique du gouvernement

« Alerte rouge pour l'agriculture et l'agroalimentaire à La Réunion »



Regroupant les principaux acteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire de La Réunion, Production locale réunie alerte sur les menaces qui pèsent sur des milliers d'emplois en raison de la politique menée par le gouvernement. Paris n'entend plus les demandes de ces secteurs économiques, estime Production locale réunie. Toutes les filières agricoles sont concernées et notamment la canne qui voit une aide décisive de 28 millions d'euros pas encore inscrite au prochain budget de l'État, alors que l'État a engagé sa signature dans le respect de ce versement annuel. C'est donc l'incertitude sur l'avenir de la canne l'année prochaine, alors qu'elle est le pilier d'un modèle agricole spécifique à La Réunion. D'où la crainte d'un effondrement général de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Ces faits rappellent que l'analyse du PCR est fondée, car elle décrit un système arrivé à bout de souffle.

« Alerte rouge pour l'agriculture et

l'agroalimentaire à La Réunion », c'est le constat fait en ouverture de conférence de presse de la Production locale réunie par Daniel Moreau, président de l'ADIR. Production locale réunie rassemble les principaux acteurs de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire à La Réunion : ADIR, ARIBEV-ARIV, ARIC, ARIFEL, ARIPA, Avi-Pôle Réunion, Chambre d'agriculture de La Réunion, CFS, CPCS, CPLR, CPPR, FRCA, SICALAIT, SICAREVIA, Syndicat du Sucre, Urcoopa.

Le 20 juin dernier, la Production locale réunie a adressé un courrier aux parlementaires de La Réunion, aux élus de la Région et du Département ainsi qu'aux maires. Cette interpellation indique notamment au sujet de la politique de l'État : « sur l'ensemble des dossiers relatifs au développement de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage des DOM, nous récoltons au mieux de l'indifférence, sinon des refus, y compris lorsque nos demandes ne sont pas budgétaires ». Et de noter aussi l'inquiétude « face aux tenta-

tives de remise en cause de l'Octroi de mer que nous commençons à percevoir ».

« Idéologie mortifère »

« Malgré les alertes, les DOM ne sont plus considérés à Paris et sont une variable d'ajustement », poursuit Daniel Moreau. Selon lui, cette tendance repose sur trois facteurs. Tout d'abord la normalisation qui dit que les spécificités des DOM ont assez duré, alors que dans le même temps, l'Union européenne reconnaît ses spécificités ce qui permet plus d'intervention de l'État. C'est ensuite « la libéralisation économique qui serait l'horizon de l'économie, y compris si des milliers d'emplois sont supprimés ». C'est enfin « la réduction des dépenses publiques ».

« C'est une idéologie mortifère pour l'agriculture et l'agroalimentaire à La Réunion, et cela conduit les filières dans des impasses budgétaires ». Cette tendance s'est déjà manifestée par une baisse de 30 % des investissements en défiscalisation entre 2011 et 2017, et par la volonté du gouvernement de mettre fin aux niches fiscales qui sont des sources d'investissement.

Grave menace pour la filière canne

La filière canne, pilier de l'agriculture et donc de l'agroalimentaire réunionnais, est menacée en raison de l'incertitude qui pèse sur le maintien en 2020 de l'aide annuelle d'État de 28 millions d'euros ins-

crité dans la Convention canne signée par l'État, les planteurs et l'industriel, somme que le gouvernement n'a pas encore prévue dans le prochain Budget. Isidore Laravine, co-président planteur du CPCS fait part d'une très grande inquiétude : « il n'y a pas de certitude pour l'achat des cannes qui seront récoltées en 2020 ». En effet, si l'État ne tient pas son engagement, alors Tereos dénoncera la Convention canne, précise-t-il, « on ne sait pas si on va démarrer la campagne sucrière lundi ».

Philippe Labro, directeur de Tereos Océan Indien, abonde dans le même sens : « on est face à un coup dur de l'Etat », garant du cadre institutionnel de la filière et qui s'est engagé à verser 28 millions d'euros par an pour La Réunion afin de compenser l'écart de compétitivité entre le sucre de canne produit à La Réunion et vendu en Europe et le sucre de betterave européen. « Cette non-inscription dans le prochain budget s'est faite sans justification », explique-t-il, si ce n'est pour des raisons d'économies.

Rappelant que l'année dernière, les usines du Gol et de Bois-Rouge ont affiché un résultat négatif de 5 millions d'euros à cause d'une mauvaise campagne, le directeur de Tereos Océan Indien explique que sans ces 28 millions d'euros, Tereos n'aurait pu acheter des cannes et payer ses salariés à La Réunion. Et de souligner que « si l'État se désengage il n'y a plus de filière ». « Aucune alternative n'est possible », conclut-il. Philippe Labro signale également la tenue d'un Comité d'entreprise extraordinaire de Tereos Océan Indien à la demande du personnel, afin de dis-

cuter des mesures sociales qui pourraient être prises en cas de fermeture des deux dernières usines sucrières de La Réunion.

« Chaos économique »

Jérôme Gonthier, président de l'URCOOPA, Didier Robert, président de la SICAREVIA et la présidente de la SICALAIT déplorent l'absence de visibilité dans les enveloppes attribuées par l'État. Comment installer de jeunes agriculteurs dans ces conditions ? « On a pas le droit de conduire ces personnes au chaos économique », précise Jérôme Gonthier qui constate l'absence de perspective et « le dialogue interrompu avec l'Etat ». Et de souligner que « si la filière canne tombe, alors c'est l'agriculture qui tombe », en raison des complémentarités existant entre les trois filières canne, maraîchage et élevage. Le modèle des exploitations agricoles à La Réunion s'organise en effet de la manière suivante : 7 hectares en moyenne de canne, et 0,5 hectare de diversification en maraîchage ou élevage.

Izidore Laravine rappelle en effet que la canne à sucre occupe 24000 hectares à La Réunion. Si 1000 de ces hectares servent à faire du maraîchage, ce sera la crise de surproduction. Si 1000 de ces hectares servent à faire du fourrage, ils satureront le marché.

Olivier Fontaine, secrétaire général de la Chambre d'Agriculture, estime qu'il n'y a plus à douter du bien-fondé des spécificités de La Réunion, et rappelle les motions de soutien votées lors de la der-

nière assemblée de son institution.

Soutien d'élus

Serge Hoarau, représentant le Département, a également souligné le soutien de sa collectivité à la cause défendue par Production locale réunie, avec par exemple une motion votée à l'unanimité de la Commission permanente demandant la reconduction de l'aide de 28 millions de l'État à la filière canne.

Ericka Bareigts est intervenue en visio-conférence de son bureau à l'Assemblée nationale pour exprimer son soutien.

La députée Huguette Bello a constaté que « La Réunion n'est pas inscrite dans l'agenda de personne, nous ne sommes pas suffisamment entendus ». « La canne est le pilier de l'agriculture, c'est une culture patrimoniale et d'avenir », a poursuivi la députée, nos collectivités doivent suivre ». En conclusion, elle a plaidé pour l'autosuffisance alimentaire et soutient l'idée des Etats généraux de la canne.

Outre Ericka Bareigts et Huguette Bello, Daniel Moreau a également indiqué que les députés Nathalie Bassire et Jean-Hugues Ratenon, ainsi que le sénateur Dennemont avaient déjà fait part de leur soutien à la démarche de Production locale réunie.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

A cause de décisions de l'Etat

La pêche artisanale menacée de disparition

Lors de la conférence de presse de la Production locale réunie hier à Saint-Denis, la première profession à s'exprimer a été celle des pêcheurs, durement touchée par le retard pris par l'État dans l'application d'un règlement européen ouvrant le droit à des aides d'État spécifiques à La Réunion.

Gérard Zitte, président de l'ARIA-PA, structure regroupant des artisans pêcheurs, indique qu'au bout de 10 ans de bataille, une dérogation a été obtenue en novembre dernier auprès de l'Union européenne pour autoriser l'État à subventionner le renouvellement de la flotte des bateaux de plus de 12 mètres.

Mais 7 mois plus tard, le gouvernement n'a pas encore mis en place le dispositif pour accompagner ce renouvellement de la flotte malgré des demandes répétées, ainsi que 6 rencontres à Paris et 2 à Bruxelles auxquelles a participé le président de l'ARIA-PA. 10 navires sont concernés, mais s'ils ne sont pas renouvelés, alors ils ne se ris-

queront plus à pêcher en haute mer. Ils resteront près des côtes et seront des concurrents de la pêche artisanale. « Chaque navire largue 1500 hameçons, ce seront donc 15000 hameçons qui seront autour de La Réunion, les petits pêcheurs ne résisteront pas à cette concurrence », dit en substance Gérard Zitte.

Les pêcheurs sont aussi mis en demeure de rembourser une aide à cause d'une erreur d'interprétation par le ministère du règlement européen : « nous ne pouvons plus accepter que l'État joue avec nos emplois et nos investissements alors que l'on a fait tout ce que l'État a demandé », conclut le représentant des pêcheurs.

Les maraîchers veulent être entendus

Fruits et légumes : 3000 créations d'emploi menacées

Pour Jean-Charles de Cambière, vice-président de l'ARIFEL, la réduction du soutien de l'État va briser la dynamique de reconquête du marché intérieur par les maraîchers réunionnais, de développement de l'industrie de transformation, et d'exportation de fruits et légumes frais ou transformés conditionnés en premium.

Ce mercredi lors de la conférence de presse de la Production locale réunie, il a précisé qu'avec une enveloppe constante, les aides ne pourront plus accompagner les producteurs. L'horticulture est pourtant une source potentielle d'emplois, avec 3000 créations possibles d'ici 2025 si le modèle actuel perdure.

In kozman pou la rout

« La pa pars ou i asiz dsi in shèz, ou i doi kroir mi tounsh pa la tèr »

Mi pans sa in provèrb la Gwadeloup moin la mète an kréol rényoné. Néna lontan mi koné ali, mé néna lontan galman mi kass mon tête pou konprann ali. A ! Moin lé sir, rantre zot, néna in pé i doi pans la pa bézoin bak+25 pou konprann in n'afèr fasil konmsa. Sans prop la poinn problèm, mé sans figiré-pars in provèrb, d'après sak mi kroi i vo arienk pou son sans figiré-kosa sa i vé dir pou vréman. Kisa i asiz dsi shèz ? Sirman pa bann travayèr manyèl ! Bann zésklav ! Sansa bann z'angazé konm zot i pé konprann. Mé bann moun anlèr pars zot l'avé lo droi asir kan zot l'avé anvi si tèlman ké zot téi pans zot lété sipèryèr par rapòrt lé zot. Poitan zot lété d'moun konm lé zot ! Zot téi viv konm lé zot é zot téi mor konm lé zot. Si tèlman ni pé dir zot kondisyon imène té pa sipèryèr sète lé zot. Ala koman mi oi sa é mi kite azot pou zot roflèshi la dsi épi ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Ce vendredi soir à la Salle Candin de Saint-Denis

Tous invités à la conférence de Kémi Séba sur "Le peuple réunionnais face au colonialisme"



Kémi Séba (2e à gauche), aux côtés du Conseiller stratégique de l'ONG URPANAF, Héry Djebuty, et des Réunionnais Jean-Mathieu Laude, coordinateur général du Komité Panafrikin Réyoné, et Ghislaine Mithra-Bessière, présidente de Rasine Kaf.

Ce mercredi 26 juin au Grand Marché de Saint-Denis, Kémi Séba, président et leader de l'ONG Urgences Panafricanistes (UR-PANAF), a tenu une conférence de presse avec le Komité Panafrikin Réyoné, un collectif de 6 associations réunionnaises (Réveil Citoyen Réunion, Frer'2son, Rasine Kaf, Nasyon Kaf, Nou Lé Kafkab et Vilaz Zen Stidio), sur la conférence qu'ils tiendront le vendredi 28 juin à 19h 30 à la Salle Candin du Chaudron. Cette conférence se fera sur le thème "Le peuple réunionnais face au colonialisme" et elle est ouverte librement à tout public.

La conférence de presse a été lancée par Jean-Mathieu Laude, responsable de Réveil Citoyen Réunion et coordinateur général du Komité Panafrikin Réyoné (contact : 0692 339 379 - jmathieu.laude@gmail.com), qui a souligné l'importance à la fois de cette visite à La Réunion du 24 au 30 juin d'une délégation d'Urgences Pan-

africanistes avec Kémi Séba pour de nombreuses rencontres avec des militants anti-colonialistes réunionnais et de cette conférence de vendredi. « C'est dans un esprit d'unité, de rassemblement du peuple réunionnais et de partage que nous aborderons sans tabou et sans peur les sujets et problématiques qui touchent principalement notre pays, empêchant tout développement économique, solidaire et durable », a rappelé principalement Jean-Mathieu Laude. Ensuite, Kémi Séba a pris la parole pour expliquer de façon très pertinente à quel point au 21e siècle le système néo-colonial continue à faire d'énormes dégâts humains et environnementaux au niveau mondial. « C'est pourquoi nous avons des objectifs très clairs : nous disons non à toutes les oppressions et discriminations, et oui à la souveraineté des peuples ainsi qu'à la justice sociale », a déclaré Kémi Séba, pour qui « vivre ensemble c'est partager

les joies et les peines ». Selon lui, « une oligarchie déshumanise et désocialise l'humanité », « le néo-colonialisme est le sida de l'humanité » ; c'est pourquoi « il faut cultiver l'unité et la solidarité entre les peuples du monde entier pour faire front face à la déshumanisation du prolétariat » a conclu Kémi Séba. D'où l'importance de participer le plus nombreux possible à la conférence de ce brillant « activiste politique panafricain menant une politique d'autodétermination des peuples, de lutte anticoloniale » mais aussi essayiste, écrivain et analyste géopolitique, qui a reçu en 2015 le prix de la résistance africaine, en 2017 le grand prix du Mouvement Jeunesse Africaine Intellectuelle et qui en janvier 2018 a été élu personnalité politique africaine de l'année 2017.

L. B.

Oté

Sé kann k'i fo kritiké, sansa lo sistèm lésploityasyon nou lé d'dan ?

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, mi pans zot i koné pa vréman kosa i lé kann. Si ou i konétré konbien foi, kan moin té i travaye dann kann, moin la modi so kann – la , konbien foi moin la souète i fini avèk son ras : mi modi ali pou son divé i rant dan la shèr, mi modi ali pou fourmi rouz gro konm ti i pik domoun ziska lo san, mi modi ali pars moin la zamé gingn mon vi ladan, mi modi ali pars néna arienk bann plantèr épi bann kapitalis la viv la dsi é la plipar d'tan avèk sibvansyon. Si in zour mi oi la fin kann, ébin mi pé dir aou sar pou moin konm in bénédiksyon. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant i koz toultan la boush rouvèr, out kozman la pa pou étone amoin ditou. Moin la fine antann sa in gran kantité foi é la pa pou sa mi sava done rézon tout bann kozèr pou anpèsh la boush santi mové.

Final de kont lo roproush ou i adrèss lo kann, sanm pou moin sé plito in roproush ou i fé lo sistèm lésploityasyon ni viv dodan é pa arienk zordi, mé an tou tan... Ou i parl késtyonn divé mé divé sa néna lontan. Mi jur aou, néna lontan moin la pankor antann in n'afèr konmsa.

Ou i parl fourmi ébin matant sré bon ni poz anou lo bon késtyon la dsi. Lé vré koméla, in pé partou, néna fourmi kisoï dann karo kann, kisoï dann karo in pé tout zafèr. I fo ni domann anou sèryèzman, si la pa lo bann médikaman shimik, si la pa l'angré, sansa lo dézèrban lo sistèm la fors anou pou pran i provok pa so linvazyon fourmi. I fo ni domann anou si la pa pal o sistèm de plantaz la dézékiib la natir ké fourmi pi d'ot tablatir l'aprè atak anou. Kalkil bien !

Astèr ou i parl sibvansyon, mé lo sibvansyon, ou i pans vréman sé pou fé viv bann plantèr sansa pou angrèss bann sosyété kapitalis : pou fé ashtë tout zot salté d'produi, pou andète bann plantèr é anpliské sa mète azot dsi lo bor lo kapotaz ékonomik. Kalkil bien ou va oir si la pa sa !

Justin